



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES DEUX-SEVRES

DECISION PORTANT SUR UNE
AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER
DELIVREE A

Direction départementale des territoires
Service Agriculture et Territoires
Bureau Aménagement rural et politique foncière

Dossier suivi par :
Françoise BEAUGET

le GAEC La Jolinière
MM. MIMAUT François et Christophe
La Maison Neuve
79240 SCILLE

Le Préfet des Deux-Sèvres

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-11, R 313-1 à R 313-2, et R 331-2 à R331-12 du Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu le décret n° 99-731 du 26 août 1999 modifiant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Vu le décret N° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence applicables aux productions hors-sol, modifié par l'arrêté du 21 février 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2006 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2012 établissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Département des Deux-Sèvres (SDDSA) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 nommant les membres de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-104-0001 du 14 avril 2015 portant délégation de signature à Monsieur Alain JACOBSONE, Directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2015 portant subdélégation de signature ;

Vu la requête présentée le 2 juin 2015 par le GAEC La Jolinière (MM. MIMAUT François et Christophe) dont le siège d'exploitation est situé sur la commune de SCILLE ;

Vu l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture en date du 1^{er} septembre 2015 ;

Considérant que le GAEC La Jolinière exploite 133,42 ha ;

Considérant que le SDDSA présente, en son article 4, des rangs de priorité hiérarchisant les demandes d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que le GAEC La Jolinière a sollicité l'autorisation de mettre en outre en valeur 38,57 ha situés à SCILLE, L'ABSIE, MOUTIERS-SOUS-CHANTEMERLE, SAINT-PAUL-EN-GATINE, et précédemment exploités par M. MIMAUT Jean-Claude, qui prendra sa retraite le 30 septembre 2015 ;

Considérant que parmi les 38,57 ha sollicités, 30,09 ha ont fait l'objet d'une autre demande d'autorisation d'exploiter, formulée par M. MARQUOIS Philippe, dont le fils Elie désire s'installer avec lui (priorité 1-2 du SDDSA : installation à titre individuel ou sous forme sociétaire) ;

Considérant que la demande formulée par le GAEC La Jolinière représente un projet d'agrandissement de son exploitation (priorité 2-2 du SDDSA : autres agrandissements) ;

Considérant que la demande de M. MARQUOIS Philippe est prioritaire à celle du GAEC La Jolinière, conformément au SDDSA (priorité 1-2 contre priorité 2-2) ;

Considérant que parmi les 38,57 ha, 8,48 ha n'ont fait l'objet d'aucune autre demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

D E C I D E

Article 1^{er} : D'autoriser le GAEC La Jolinière (MM. MIMAULT François et Christophe) dont le siège social est situé à SCILLE à mettre en valeur 8,48 ha situés à L'ABSIE (parcelles AS36, 37, 38) et MOUTIERS-SOUS-CHANTEMERLE (parcelles AW03, 98, 99, 95, 96) précédemment exploités par M. MIMAULT Jean-Claude dont le siège social est situé à SCILLE.

Article 2 : La présente demande est rejetée concernant 30,09 ha situés à L'ABSIE (parcelle AL50, 53, 54, 55, 56), SCILLE (parcelles C457, 458, 459, 466, 467, 468, 469, 471, 477, 478, 479, 482, 483, 484, 487, 488, 489, 491, 495, 496, 497, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 510, 516, 517, 518, 519, 551, 713, 714, 718, 725J, 725K, 729, 786) et SAINT-PAUL-EN-GATINE (parcelles AN29, 31, 32).

Article 3 : Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Article 4 : Exécution : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

NIORT, le 10 septembre 2015
P/ Le Préfet et par délégation,
P/ Le Directeur Départemental des Territoires,
Le chef de l'unité Aménagement Rural
et Politique Foncière,


Fabrice SAGOT

Informations au demandeur :

- Cette décision ne vous dispense pas de l'accord du propriétaire des terres.
- Cette autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.
- Par ailleurs, elle ne constitue pas une autorisation au regard des réglementations relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, à l'urbanisme, à la police de l'eau. En cas de création, accroissement de capacité ou regroupement d'ateliers d'élevage, le bénéficiaire devra se rapprocher des services chargés de l'application de ces réglementations.

RAPPEL : En cas de mise en valeur de terres sans autorisation administrative d'exploiter, le Code Rural et de la Pêche Maritime (article L-331-7) prévoit dans un premier temps une mise en demeure de cesser d'exploiter, et dans un second temps une sanction pécuniaire d'un montant compris entre 300 et 900 € par hectare. Cette mesure peut être reconduite chaque année s'il est constaté que l'exploitation illégale se poursuit.